

**DE :** MONSIEUR CHRISTIAN DUBÉ  
Ministre de la Santé

Le 21 mars 2023

---

**TITRE : Amendements au projet de loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux**

---

---

**PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC**

---

**1- Contexte**

Le 15 février 2023, le ministre de la Santé a déposé à l'Assemblée nationale du Québec le projet de loi 10 « Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur de la santé et des services sociaux » (PL 10). Ce projet de loi vise à limiter le recours aux agences de placement de personnel (agences) et à de la main-d'œuvre indépendante (MOI) dans le secteur de la santé et des services sociaux (SSSS) en permettant au ministre de la Santé de l'encadrer par règlement et, à terme, de l'interdire complètement.

**2- Raison d'être de l'intervention**

Depuis la présentation du PL 10, plusieurs groupes d'intérêt ont émis des commentaires à son sujet et ont participé aux consultations particulières. Après analyse, il apparaît pertinent de donner suite à certaines propositions. À titre d'exemple, il a été fréquemment mentionné que le contenu du PL 10 manquait de précision et que les attentes envers les diverses parties prenantes n'étaient pas suffisamment définies.

De plus, le ministre de la Santé ayant publiquement indiqué que des taux horaires maximums seront imposés pour certains titres d'emploi, il est souhaité ajouter une nouvelle disposition habilitante afin de les préciser. Actuellement, bien que le PL 10 accorde ce pouvoir, ces taux ne sont pas précisés.

**3- Objectifs poursuivis**

Le présent mémoire vise à présenter les amendements que le ministre entend déposer en commission parlementaire afin de clarifier ses intentions quant au contenu du premier règlement qui serait édicté dans les mois suivants l'adoption de la loi. Cela permettrait notamment aux parties prenantes de mieux saisir la portée de ce qui est attendu d'elles et de disposer de plus de temps pour se préparer à l'entrée en vigueur de la loi et de son premier règlement.

De plus, ces clarifications devraient permettre d'élargir et de consolider le consensus de en faveur de l'encadrement et de l'abolition du recours à des agences et à de la MOI, et ce, tout en assurant que le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) disposera de la flexibilité nécessaire afin de mettre à jour le règlement, le cas échéant.

#### **4- Proposition**

Il est proposé de préciser l'habilitation réglementaire du ministre pour qu'il soit évident qu'il détient le pouvoir, par règlement, d'établir la tarification horaire maximale applicable pour toute journée de travail effectuée par de la MOI, selon certains titres ou catégories d'emplois.

Par ailleurs, il est proposé de circonscrire le contenu du premier règlement que le gouvernement devra édicter en vertu de l'article 338.2. Pour ce faire, un remplacement de l'article 5 du projet de loi serait effectué. Ce nouvel article 5 serait proposé dans un esprit de transparence, eu égard au contenu de ce premier règlement. Par exemple, il serait spécifié que celui-ci doit prévoir notamment :

- la définition des expressions « agence de placement de personnel » et « main-d'œuvre indépendante »

Ces définitions viseraient les agences ainsi que les travailleurs autonomes. Des exceptions pourraient être prévues pour certains groupes, incluant les pharmaciens des établissements qui, à titre de travailleurs autonomes, effectuent du dépannage dans les régions éloignées. Il s'agit en effet d'une demande de l'Association des pharmaciens des établissements de santé du Québec présentée au cours des consultations particulières.

- la période durant laquelle un établissement du SSSS peut recourir aux services d'une agence ou à de la MOI, selon le territoire défini

Lorsque le PL 10 a été déposé le 15 février 2023, il a été publiquement énoncé que, sauf exception, les dates des 31 décembre 2024, 2025 et 2026 soient respectivement utilisées à titre de dates maximales pour le recours à la MOI dans les régions urbaines, mitoyennes et éloignées.

- la tarification horaire maximale pour toute journée de travail que pourront facturer des agences ou de la MOI, selon le titre ou la catégorie d'emploi;

Entre autres, les tarifs horaires maximaux prévus à l'arrêté ministériel 2022-033 du 11 mai 2022 pourraient être repris. Ceux-ci visaient le personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires. Il en irait de même pour les préposés aux bénéficiaires ainsi que pour les auxiliaires aux services de santé et sociaux.

- certaines interdictions applicables à un organisme du SSSS ou à une agence.

Plusieurs obligations seraient insérées dans le règlement. Certaines étaient présentes à l'arrêté ministériel 2022-033 du 11 mai 2022 et d'autres sont prévues dans les deux plus récents devis d'appel d'offres public du Centre d'acquisitions gouvernementales.

Certaines dispositions pourraient traiter, par exemple, de :

- non-concurrence ou non-sollicitation;
- interdiction temporaire relative à l'affectation, par une agence, d'une personne dans une installation à proximité de celle où elle travaillait pour un organisme du SSSS;
- interdiction de facturer des frais, pénalités, indemnités, etc. si un organisme du SSSS embauche du personnel des agences ou la MOI;
- obligation de formations à être suivies par le personnel des agences ou la MOI.

## **5- Autres options**

Le statu quo n'a pas été retenu puisqu'il a été jugé opportun de clarifier la portée du projet de loi et du premier règlement qui serait pris en application de l'article 338.2.

Par exemple, en ce qui a trait aux définitions contenues à l'arrêté ministériel 2022-033 du 11 mai 2022, celles-ci ne seraient pas reprises intégralement, car elles ne sont pas jugées suffisamment précises. Par ailleurs, le terme « main-d'œuvre indépendante » est jugé préférable à celui de « prestataire de services », car il est plus précis dans le cadre du PL 10 et de son règlement.

De plus, les coûts impliqués par le statu quo occasionneraient une augmentation des dépenses liées à la MOI et aux agences. En effet, en vertu de la Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire tout en prévoyant le maintien de mesures transitoires nécessaires pour protéger la santé de la population (2022 c. 15), depuis le 31 décembre 2022, les taux horaires maximaux pour certains titres d'emploi n'existent plus et les agences n'ont plus d'encadrement législatif quant aux taux maximums. Selon certains organismes du SSSS, plusieurs agences ont haussé leurs taux horaires depuis cette date. Si rien n'est fait, il est à craindre que ces hausses de taux aient comme conséquences que plus de personnes salariées du RSSS prennent la décision de travailler au sein d'agences. Il est donc à prévoir que les personnes salariées des agences migreront vers celles offrant des conditions de travail plus avantageuses.

## **6- Évaluation intégrée des incidences**

Le présent mémoire ne modifie pas le mémoire initial relativement à cette section.

Pour les agences, les amendements proposés, comme la tarification horaire maximale, auront un impact financier sur le chiffre d'affaires des agences pour les titres d'emploi visés. Or, il existe la possibilité que celles-ci choisissent de ne plus offrir des services de location de personnel pour les titres d'emploi concernés.

La mise en œuvre des amendements proposés pourrait constituer un geste de conciliation à la suite des commentaires reçus de la part des partis d'opposition ainsi que des commentaires des syndicats entendus lors des consultations particulières en commission parlementaire.

## 7- Consultation entre les ministères et avec d'autres parties prenantes

Les propositions entendues lors des consultations particulières en commission parlementaire ont contribué à l'élaboration du présent mémoire.

## 8- Mise en œuvre, suivi et évaluation

La loi entrerait en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du premier règlement à prendre. Les amendements proposés seraient intégrés à ce règlement, à l'exception de la modification de la disposition habilitante relative aux taux horaires maximaux qui sera inscrite à même le PL 10.

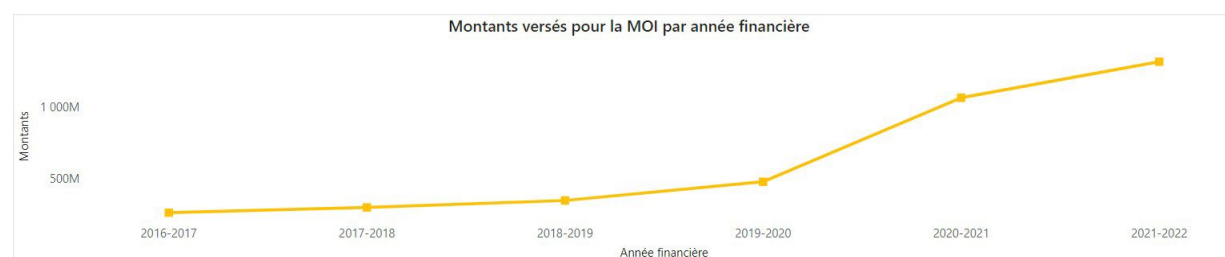
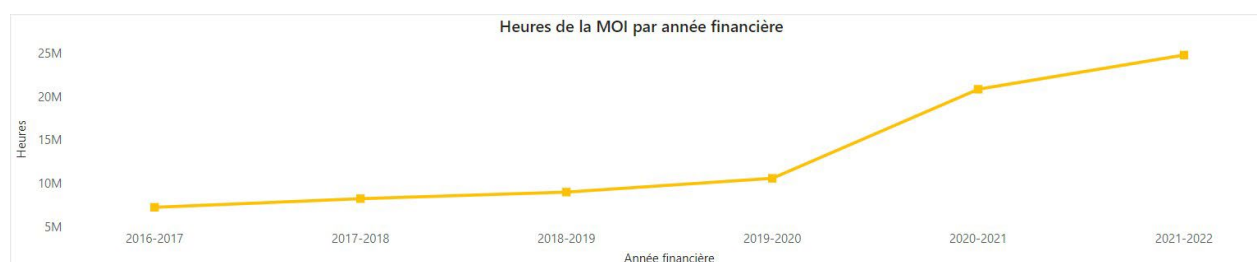
Le règlement devrait être adopté tout au plus quelques mois après l'adoption du PL 10.

## 9- Implications financières

Les dépenses liées au recours à la MOI sont assumées par les organismes du SSSS. Comme plusieurs de ceux-ci reçoivent des fonds du gouvernement, le PL 10 devrait réduire les charges générées par les agences et la MOI, sans générer d'incidence financière additionnelle.

Considérant l'application progressive de l'interdiction du recours à la MOI prévu par le PL 10, une diminution des coûts de la MOI est à prévoir.

Les deux figures suivantes présentent le nombre d'heures ainsi que les coûts des agences et de la MOI pour chacune des six dernières années :



## **10- Analyse comparative**

Les provinces canadiennes encadrent les agences de manière semblable à ce qui est prévu à la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1). Cependant, il ne semble pas exister de normes similaires à ce qui est envisagé par le présent projet de loi, ses amendements proposés et son futur règlement.

Le ministre de la Santé

CHRISTIAN DUBÉ